

## Histoire d'une amitié Correspondance intime entre Chapleau et DeCelles (1876-1898)

Jacques Gouin

Volume 18, Number 3, décembre 1964

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302389ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302389ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

### ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Gouin, J. (1964). Histoire d'une amitié : correspondance intime entre Chapleau et DeCelles (1876-1898). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 18(3), 363-386. <https://doi.org/10.7202/302389ar>

**HISTOIRE D'UNE AMITIÉ :**  
**Correspondance intime entre Chapleau et DeCelles**  
**(1876-1898)**

Vers 1880, avant l'ascension prestigieuse de Laurier, celui qui dominait la vie politique auprès de l'élément canadien-français était un homme extrêmement doué à tous égards : orateur puissant, fin lettré, juriste accompli et patriote clairvoyant, tel était Adolphe-Joseph Chapleau. Solliciteur général de la province de Québec, de 1873 à 1876, puis secrétaire provincial, de 1876 à 1879, il était alors premier ministre de la province. Son attitude courageuse et ferme dans l'affaire Riel, qui devait plus tard, en 1885, le discréditer irrémédiablement auprès des Canadiens français, et sa mort prématurée à l'âge de 58 ans, sont sans doute responsables de l'oubli presque total dans lequel il est tombé. A cela, faut-il ajouter évidemment l'éclat du nom de Laurier.

Chapleau, convient-il aussi de préciser, appartenait en quelque sorte à la fin d'une époque, alors que Laurier en inaugurait une nouvelle. De 1867 jusqu'à la victoire libérale de 1896, le parti conservateur avait présidé en quelque sorte à la naissance d'une nouvelle nation au sein de l'empire britannique. Du côté anglo-canadien, sir John A. Macdonald avait incarné cette nouvelle phase de l'histoire du Canada. Du côté canadien-français, après la mort de Cartier en 1873, c'est Chapleau qui avait hérité de cette lourde responsabilité. Aussi, a-t-on peine à comprendre le néant presque total dans lequel sa mémoire a sombré. Faut-il ajouter que les biographes, chez nous, sont presque inexistants ? Du moins, ceux qui se sont risqués jusqu'ici à retracer la figure de nos quelques grands hommes nous paraissent-ils trop souvent motivés par de pieuses et mala-

droites intentions et totalement dénués d'intérêt humain. On semble traiter nos rares gloires nationales presque toujours comme des saints, des surhommes ou des mécanismes exclusivement consacrés à la chose politique, alors que nous aimerions voir en eux tout simplement des hommes.

Les correspondances intimes constituent des documents de premier choix pour pénétrer l'aspect véritablement humain, — toujours le plus intéressant, — de quiconque a laissé des traces dans l'histoire. Aussi, sans prétendre faire une biographie de Chapleau, ai-je essayé ici d'en faire ressortir le côté humain, par le biais d'une correspondance qu'il a échangée avec un ami intime, Alfred-D. DeCelles, pendant environ vingt ans<sup>1</sup>.

À l'époque où s'ouvre cette correspondance entre Chapleau et DeCelles, c'est-à-dire en 1876, Chapleau est secrétaire provincial à Québec et incarne "la jeunesse, le talent, l'avenir"<sup>2</sup>. DeCelles, pour sa part, défend avec sa plume, et cela depuis 1872 déjà, la cause conservatrice, et est considéré alors comme "l'un des meilleurs journalistes de sa génération"<sup>3</sup>, avant de devenir l'un de nos bons historiens. Intime avec Chapleau, DeCelles est en quelque sorte le mentor politique et littéraire, le conseiller disert et avisé, l'inspirateur immédiat et l'éminence grise de la jeune étoile conservatrice qui brille déjà de tous ses feux dans le firmament politique de l'époque. Rappelons ici, pour mémoire, le portrait de Chapleau que traçait, en 1894, L.-O. David :

Moins grand, moins maigre et aussi pâle que Laurier; d'épais cheveux noirs flottent sur ses épaules, il a le front droit et haut des penseurs, le nez vigoureux des hommes passionnés ou ambitieux, des yeux de couleur indécise et au regard cha-

<sup>1</sup> Les pièces manuscrites de cette correspondance inédite, échangée entre Chapleau et DeCelles, de 1876 à 1898, m'ont été confiées en 1956 par Ernest Bilodeau, ancien bibliothécaire adjoint du Parlement du Canada, qui les tenait de DeCelles lui-même. Une première version du présent travail a paru en partie dans la page littéraire du journal *Le Droit*, en 1956, mais cette première ébauche a été considérablement remaniée et complétée depuis, de sorte qu'on peut considérer cette nouvelle version comme inédite.

<sup>2</sup> Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec* (éd. Bernard Valiquette, Montréal, 1941), II: 38.

<sup>3</sup> *Dictionnaire* du Père Le Jeune, I: 480-481.

toyant, une bouche éloquente, — ce n'est pas étonnant, — mais dont les lèvres molles indiquent la mobilité de caractère, une physionomie toute imprégnée d'intelligence, des manières élégantes et agréables, un extérieur qui pique la curiosité, assez calme et froid en apparence; une organisation cependant toute de nerfs et de muscles, où le sang brûle les vaisseaux qui le contiennent . . . C'est un de ces visages pâles dont César conseillait de se défier, parce qu'ils sont capables de tout, en bien et en mal. M. Chapleau a en effet une intelligence hors ligne, les facultés les plus variées et les plus précieuses, un esprit aussi capable de résoudre les problèmes les plus difficiles de l'algèbre que d'apprécier la délicatesse d'un sonnet ou d'un vaudeville . . . La pensée chez lui est souvent profonde, vive et colorée par une brillante imagination, elle prend toutes les formes, toutes les couleurs, brille comme un éclair, bondit comme l'eau d'une cataracte, ou étincelle comme une chaîne de diamants . . . Il excelle dans l'apostrophe et la répartie, manie le sarcasme avec beaucoup d'habileté, et abonde en saillies et en bons mots qui font sa fortune devant les masses . . . C'est un charmeur, un magnétiseur, un acteur superbe . . . Si Chapleau était entré dans l'état ecclésiastique, il eût été le Lacordaire du Canada <sup>4</sup>.

Puis, le comparant à Laurier et à Mercier, il ajoute :

Chapleau est le plus brillant des trois, le mieux doué par la nature pour exceller en toutes choses. C'est le talent le plus souple, le plus varié, le plus complet, le plus séduisant que le pays ait produit peut-être . . . Chapleau est la personnification la plus brillante que nous ayons eue du tribun, du politicien habile, rusé et retors de notre temps. C'est l'orateur aimé des foules . . . et des dames, ce qui veut dire qu'à l'éclat, au brio, à la fougue et à la passion, il joint la délicatesse et la finesse de l'esprit <sup>5</sup>.

<sup>4</sup> L.-O. David, *Mes Contemporains* (Sénécal et fils, Montréal, 1894), 23-24.

<sup>5</sup> *Ibid.*, 271-275.

Devant un homme de cette trempe, DeCelles devait évidemment se contenter de jouer un rôle de coulisses, mais ce rôle convenait en tous points à un homme d'étude comme lui. Cependant, dès la première lettre qui nous est restée de cette correspondance, DeCelles ne semble plus vouloir se satisfaire de ce rôle effacé :

Il est temps, écrit-il à Chapleau le 23 mars 1876, que je cesse d'être un simple *gazetier* pour devenir quelque chose <sup>6</sup>.

Les hommes de plume croient toujours en effet être destinés à quelque chose de mieux que de noircir du papier. C'est là leur tare, fort innocente et excusable d'ailleurs, malgré l'obstination naïve qu'ils mettent infailliblement à l'aggraver. DeCelles n'échappe pas à la règle. Chapleau, d'autre part, aussi intelligent que diplomate, sait flatter l'érudit historien, tout en lui préparant les voies à un poste idéal pour un écrivain. En effet, dès 1880, DeCelles est nommé bibliothécaire en chef au Parlement d'Ottawa, en remplacement d'Antoine Gérin-Lajoie : il y restera 40 ans ! L'homme qui voulait devenir "quelque chose" sortait donc du journalisme pour aboutir au fonctionnarisme. Mais Chapleau, en homme perspicace qui savait discerner les talents, prévoyait sans doute que cette espèce de retraite dorée serait en tous points favorable au talent littéraire et historique de son ami.

Au début de son installation à Ottawa, l'ambitieux bibliothécaire ne semble guère, à l'instar de nombre d'autres Québécois, fraîchement émoulus de Montréal, se faire aisément à la grave atmosphère qui pèse sur la capitale. En effet, le 14 avril 1880, à Chapleau qui était alors en voyage aux États-Unis, il écrivait ceci :

Je comptais te voir à Ottawa lorsque j'ai appris que tu étais à New-York, ville plus attrayante que notre bourgade <sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> DeCelles à Chapleau, 23 mars 1876.

<sup>7</sup> *Ibid.*, 14 avril 1880.

Chapleau, presque toujours en voyage, soit pour des raisons de santé ou de simple agrément, fait visiblement l'envie du sédentaire serviteur de l'État. En effet, dans une autre lettre à Chapleau, non datée mais vraisemblablement de cette époque, on peut lire ce qui suit :

J'ai reçu hier ta dépêche me disant que tu faisais voile sur Washington. Cela ne m'a pas surpris. Le chapitre de l'imprévu chez toi tient toujours une large place<sup>8</sup>.

Et, dans une autre lettre, également non datée mais vraisemblablement aussi de cette époque, on apprend que Chapleau est cette fois rendu à Los Angeles. "Séjour enchanté", présume DeCelles, qui sans doute aurait voulu y être<sup>9</sup>.

Bien que les lettres de Chapleau à DeCelles n'aient malheureusement pas été conservées, à l'exception de quatre que nous citerons plus tard, on devine à travers celles du bibliothécaire que les deux amis s'entretiennent constamment, dans leurs conversations, non seulement de politique, mais de littérature. Chapleau, qui a la réputation d'avoir des "goûts bohèmes et... des tendances boulevardières<sup>10</sup>", se repose des aléas de la politique en lisant les livres que lui prête son ami, sans jamais les lui retourner d'ailleurs ! DeCelles, méthodique comme un charliste doublé d'un fonctionnaire, ne semble guère priser la négligence de grand seigneur que manifeste son ami à l'égard des livres qu'il lui prête. "Lorsque tu voudras lire, je t'enverrai un volume des comédies de Labiche et tu riras...<sup>11</sup>". Mais, une autre fois, il lui écrit : "Si tu peux y penser, fais donc faire un paquet des livres que je t'ai prêtés et renvoie-les moi<sup>12</sup>". Cette invitation polie à lui restituer son bien semble tomber dans l'oreille d'un sourd, car plus tard le ton devient plus pressant : "Si tu ne perdais pas tout, je te ferais parvenir les petits drames de la vertu [sans doute quelque roman du second

<sup>8</sup> *Ibid.*, non datée.

<sup>9</sup> *Ibid.*, non datée.

<sup>10</sup> *Le Parti, le Pays et le Grand Homme*, brochure (Montréal, 1882), 7.

<sup>11</sup> DeCelles à Chapleau, 14 avril 1880.

<sup>12</sup> *Ibid.*, non datée.

rayon] qui te feraient rire, mais tu perds tout et surtout les livres de ce genre qui n'ont que faire de circuler librement<sup>13</sup>. On voit que les deux amis, entre deux crises politiques, savent se détendre de joyeuse façon.

Mais DeCelles n'oublie jamais pour autant son rôle d'éminence grise du parti conservateur, auquel il consacre toujours le meilleur de ses énergies, du moins jusqu'à l'avènement de Laurier, comme nous le verrons plus tard. Voici, en effet, ce qu'il écrit à Chapleau, le 2 juin 1880 :

J'espère que tu ne laisseras pas la *Minerve* changer de mains sans y mettre la tienne, c'est trop sérieux. Il faut cela à tout prix<sup>14</sup>.

La petite cuisine du parti n'échappe pas non plus à l'attention de DeCelles qui, à l'occasion, sait même se montrer très pratique. On peut voir aussi, dans cette même lettre, que les mœurs politiques n'ont guère varié chez nous depuis quatre-vingt-cinq ans :

Je suis fâché d'avoir à t'ennuyer pour une petite affaire que tu peux régler facilement . . . Pendant les élections de Brôme et de Terrebonne, un jour que l'argent manquait, j'ai donné *deux bons* de \$50 chacun à Dufresne [organisateur politique sans doute]. Malgré toutes mes demandes, le billet qui a remplacé les bons n'a pas été payé . . . Si j'avais les moyens, je n'ennuierais personne . . . Comme je me suis occupé des affaires des autres, je voudrais que les autres s'occupassent non pas de mes affaires, mais de celles que j'ai faites pour eux. Demande donc à Lynch [ami de Chapleau] de collecter ça des députés et fais-le moi parvenir . . .<sup>15</sup>.

On ignore la réponse de Chapleau, mais sachant à quel point il était bienveillant et généreux à l'égard de son ami, on peut présumer que l'affaire se régla selon les vœux du besogneux bibliothécaire, dont le traitement, à l'époque, ne devait certes pas lui permettre de bailler les fonds du parti !

<sup>13</sup> *Ibid.*, 15 mai 1883.

<sup>14</sup> *Ibid.*, 2 juin 1880.

<sup>15</sup> *Ibid.*

En 1881, Chapleau, qui est premier ministre du Québec depuis trois ans, est alors en conflit aigu avec l'aile extrémiste de son parti, c'est-à-dire les ultramontains, ou "castors" comme on les appelait à l'époque. Malgré le très peu de choses que nous connaissions de la pensée intime de Chapleau, non seulement à l'égard de cette question, mais de tous les autres problèmes politiques du temps, on peut affirmer sans trop risquer de se tromper que le futur bras droit de Macdonald était beaucoup plus homme d'État qu'homme de parti. On peut en déduire que tout fanatisme, qu'il fût d'ordre politique, ethnique ou religieux, devait agacer et même irriter douloureusement le fond de sa nature à la fois indolente, généreuse et idéaliste. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les théories politico-religieuses de Mgr Laflèche et de Tardivel, autant que le nationalisme de Mercier, dussent beaucoup plus rapprocher Chapleau de son adversaire politique Laurier que de ses propres lieutenants conservateurs.

Aussi, commençant sans doute à se sentir à l'étroit dans le cadre de la politique provinciale, Chapleau songe-t-il de plus en plus à la possibilité d'aller exercer ses talents sur une scène plus vaste, celle d'Ottawa. Les petites chicaneries locales non seulement le chagrinent, mais le confirment dans son dessein de briller éventuellement au plus haut sommet de la politique canadienne. DeCelles, qui pense exactement comme lui en tous points, l'exhorte à donner libre cours à ses plus hautes ambitions :

Je viens de lire avec une larme à l'œil ta lettre désolée. Tu as bien toutes les qualités de l'homme d'État et de l'homme de gouvernement, mais il te manque ce contentement sempiternel qui fait la gloire de Mousseau [lieutenant de Chapleau à Québec]. Tu devrais venir à Ottawa pour batailler jusqu'au bout: c'est le temps de la besogne et des affaires <sup>16</sup>.

Dans cette même lettre, une phrase révèle la division qui règne alors dans les esprits à Québec, en même temps que cette

---

<sup>16</sup> *Ibid.*, 7 mars 1881.

déplorable tendance qu'ont toujours eue les Canadiens français à se créer de petites allégeances locales, incompatibles avec l'esprit de solidarité indispensable à leur cohésion et à leur survivance en tant que groupe humain :

J'ai vu le D<sup>r</sup> Dionne, du *Courrier du Canada* ; il ne t'est guère favorable, je présume ; c'est un de ces Québécois pétri de préjugés à l'endroit de Montréal <sup>17</sup>.

On peut voir ici que Chapleau, refusant de se ranger à l'avis des ultramontains, — conservateurs extrémistes dans le Québec, — se trouvait en quelque sorte isolé d'une bonne partie de ses collaborateurs politiques. Cet isolement l'avait poussé à tenter même un rapprochement avec l'aile modérée des libéraux. Mais ses démarches, comme on le sait, n'eurent pas le succès escompté. Mercier, pour sa part, n'eût certes pas toléré un tel rival à ses côtés. Et, pour couronner le tout, les convictions religieuses de Chapleau étaient mises en doute. Il ne lui restait plus qu'à se tourner vers Ottawa, où il pourrait donner toute la mesure de ses talents, sous l'ombre protectrice et tutélaire du déjà vénérable sir John A. Macdonald.

C'est alors que, se portant à la défense de son ami contre les insinuations les plus nuisibles à sa carrière, DeCelles dicte à Chapleau des conseils de stratégie, qu'il appuie d'une documentation appropriée. Ce n'est pas en vain, en effet, que DeCelles a une vocation d'historien : il a toujours des sources pertinentes et sûres à invoquer à l'appui de ses assertions, et ne manque pas de les communiquer à son ami, qui n'a pas toujours le temps de dresser de tels dossiers :

J'aurais bien des choses à te dire, mais je ne parle pas parce que 1) lorsqu'on est devenu employé public, on ne compte plus pour ses amis ; 2) parce que tu n'as guère le temps de me lire. En attendant mieux, je t'envoie un article du *Times*, qui paraîtra en français, sans commentaire, dans l'*Opinion publique* du 3 novembre, article dans lequel il est

---

<sup>17</sup> *Ibid.*

prouvé que les catholiques de France ne sont pas indifférents aux *intérêts matériels* [ces deux derniers mots sont soulignés par DeCelles].

Tu devrais faire dire dans un des journaux de Québec que pour un homme que Tarte [Israël] ne trouve pas assez catholique, tu n'es pas trop mal noté devant les évêques puisque tu as obtenu gain de cause à Rome sur les deux seuls points qui divisaient les catholiques <sup>18</sup>.

Il s'agissait alors de la querelle qui divisait les partisans du monopole de l'université Laval et ceux de la fondation d'une université indépendante à Montréal. Pour ce qui est des insinuations malveillantes d'Israël Tarte, Chapleau en était ulcéré au point d'écrire un peu plus tard à son ami et rival sir Hector Langevin: "...je tuerai cette punaise qui s'appelle Israël [Tarte] <sup>19</sup>".

Aux élections provinciales de l'automne 1881, malgré la terrible offensive des libéraux contre le ministère Chapleau, les conservateurs remportaient "un triomphe sans précédent <sup>20</sup>". Dès le lendemain des élections, DeCelles s'empressait de féliciter son ami, tout en lui faisant miroiter plus que jamais les séductions d'Ottawa, qui devenaient de plus en plus irrésistibles pour Chapleau:

Mes cordiales félicitations ! Je ne te dis que ça. Tu es le maître du Bas Canada [sic], et j'espère que les *powers that be* à Ottawa le comprendront. On attend beaucoup de toi, parce que tu as déjà beaucoup donné et que tu peux davantage et que tu es très puissant <sup>21</sup>.

La scène fédérale devenait donc plus que jamais l'étape nécessaire que devait franchir Chapleau. Tout l'y poussait. Déjà, dès la victoire conservatrice de 1878, sir John A. Macdonald, précurseur en cela de cet autre pêcheur d'hommes que

<sup>18</sup> *Ibid.*, 28 octobre 1881.

<sup>19</sup> Chapleau à Langevin, Archives du Québec, Collection Chapais, 22 mars 1882.

<sup>20</sup> Robert Rumilly, *op. cit.*, III: 118.

<sup>21</sup> DeCelles à Chapleau, 3 décembre 1881.

fut Mackenzie King, avait l'œil sur ce brillant "gagneur d'élections<sup>22</sup>" qu'était Chapleau. Ce dernier songeait aussi, non sans raison, étant alors dans toute la force de son talent, à recueillir la succession de Cartier auprès du gouvernement central, et devenir ainsi le symbole et le chef incontesté de tout l'élément canadien-français à Ottawa. On verra qu'il sera en cela fort déçu, à cause de circonstances politiques sur lesquelles nous reviendrons.

À l'été de 1882, Chapleau entra donc dans le cabinet de sir John A. Macdonald, en qualité de secrétaire d'État. Pendant tout l'hiver précédent, DeCelles n'avait cessé de l'exhorter à accepter l'invitation du grand chef conservateur à entrer dans l'arène fédérale. On reprochait même à DeCelles de s'immiscer indûment dans les affaires ministérielles de la province et d'influencer les ministres. DeCelles protestait ainsi auprès de Chapleau: "J'ai autant d'influence sur les ministres de Québec qu'un notaire sur une jambe de bois<sup>23</sup>."

Mais, trois mois plus tard, DeCelles n'en reprenait pas moins son rôle de faiseur de ministres:

Inutile de te dire que j'ai appris avec peine ta maladie et les embêtements qu'on te faisait. Si tu étais venu ici comme je te l'ai si souvent conseillé, tu n'aurais été ni malade ni embêté...<sup>24</sup>.

Les 27 et 28 mars 1882, Chapleau avait prononcé un retentissant discours à l'Assemblée législative au sujet de la vente du chemin de fer de Québec, qui faisait couler tant d'encre et dépenser tant de salive électorale<sup>25</sup>. DeCelles, pressentant déjà depuis un certain temps que le parti conservateur était menacé, exhortait son ami à faire publier ce discours afin de confondre ses adversaires:

<sup>22</sup> Robert Rumilly, *op. cit.*, 191.

<sup>23</sup> DeCelles à Chapleau, 19 janvier 1882.

<sup>24</sup> *Ibid.*, 4 avril 1882.

<sup>25</sup> A. de Bonneterre, *L'honorable J.-A. Chapleau, sa biographie, suivie de ses principaux discours, manifestes, etc., publiés depuis son entrée au Parlement en 1867* (Sénécal et fils, Montréal, 1887), 198-280.

... On fait beaucoup d'éloges de ton discours. Pourquoi diable la *Minerve* ne le publie-t-elle pas ? Le *Canadien* publie bien ceux de Joly et de Stephens et de Beaubien. Entre nous, je trouve que vous avez l'éreintement trop facile pour ceux qui faiblissent <sup>26</sup>.

Mais Chapleau avait alors d'autres chats beaucoup plus importants à fouetter. La scène fédérale miroitait plus que jamais devant ses yeux. Aussi, se sentant fatigué et malade, songeait-il à se rétablir parfaitement avant d'assumer ses nouvelles fonctions à Ottawa. Il partait donc pour l'Europe à l'été de 1882, où il allait combiner à la fois "repos, travail et plaisir <sup>27</sup>". Nommé commandeur de la Légion d'honneur par le gouvernement français, il fut reçu partout princièrement. Mais il n'en oubliait pas moins les affaires. En effet, il ne manquait pas de bifurquer bientôt vers Rome, afin d'y discuter l'affaire des biens des Jésuites qu'il avait à cœur de régler. Dans l'entretemps, Mousseau, qui lui avait succédé à la tête du parti conservateur dans le Québec, s'inquiétait de la guerre sans merci que continuaient à lui livrer les "castors". Chapleau, rasséréiné sans doute par l'éloignement et les distractions, s'empressait de le rassurer en lui montrant les faiblesses qui divisaient les ultramontains. Mousseau une fois calmé, Chapleau allait finir l'hiver en Californie.

Rentré à Ottawa, Chapleau constatait que la guerre ultramontaine n'avait pas encore désarmé contre lui. En outre, bientôt déçu du peu d'importance que lui accordait son chef Macdonald, au sein du cabinet, et adroitement évincé d'ailleurs par son rival sir Hector Langevin <sup>28</sup>, Chapleau s'avisait d'aller se promener aux États-Unis alors qu'il y avait tant à faire à Ottawa. DeCelles le lui fait comprendre en ces termes :

C'est décidé. Tu ne parais pas en scène cette session et pour le commun des mortels, tu es malade

<sup>26</sup> DeCelles à Chapleau, 4 avril 1882.

<sup>27</sup> Robert Rumilly, *op. cit.*, IV : 22.

<sup>28</sup> M. Arthur Beauchesne, ancien greffier de la Chambre des communes du Canada, qui fut secrétaire particulier de Chapleau, de janvier à juin 1898, m'a précisé ce détail lors d'une conversation privée tenue chez lui en 1956.

à New-York. Les journaux gobe-mouches le disent, cependant ça et là on dit autre chose. Tes ennemis ne se gênent pas pour souffler que tu as peur de *face the music*. La situation est pas mal gâtée; l'esprit public est préjugé au sujet de plusieurs questions et il faudra pour le ramener un travail de presse sérieux qui n'a pas été fait. Il y a six mois que *l'Etendard* [journal ultramontain] et Cie crient que la vente du chemin de fer est un vol et personne dans la presse ne répond. La *Minerve* [organe de Chapleau] fait des articles qui touchent le moins possible à ce qu'il faudrait brosser sans cesse. A ton passage à Montréal, organise cela ferme et pousse les paresseux l'épée dans les reins. Je t'assure que beaucoup de tes amis ont besoin d'être soignés après l'empoisonnement qui leur a été servi . . . La situation n'est pas désespérée. Je ne suis pas un alarmiste, mais je suis certain qu'il faut du travail pour la masse seulement, car il y a des gens qui ne veulent pas être désillusionnés . . .<sup>29</sup>.

Il est presque touchant de voir à quel point DeCelles s'occupait avec sollicitude des intérêts de son ami. Mais Chapleau, bien qu'âgé de 43 ans seulement à cette époque, n'en sentait pas moins les premières atteintes de la maladie qui devait l'emporter prématurément à l'âge de 58 ans. En effet, voici ce qu'il écrivait à sir Hector Langevin, cette même année 1883, où il devait séjourner aux États-Unis pour raisons de santé :

Malheureusement, je suis à payer la peine de mes erreurs. J'ai trop longtemps oublié que le corps était l'instrument dont l'intelligence et l'âme se servent pour l'exécution de leur travail, et que le bonheur, comme l'efficacité d'un homme, dépend du bon ordre que l'on met dans l'entretien de cette machine humaine, qu'on appelle la santé !<sup>30</sup>

Dans cette même lettre, Chapleau faisait à Langevin cette observation intéressante sur les États-Unis :

<sup>29</sup> DeCelles à Chapleau, 15 mai 1883.

<sup>30</sup> Chapleau à Langevin, Archives du Québec, Collection Chapais, 2 février 1883.

Il n'y a pas d'âme dans cette nation... Il y a une force énorme dans le corps de la nation américaine, il n'y a pas de cœur qui réchauffe, d'âme qui vivifie <sup>31</sup>.

Malgré ces raisons de santé qu'invoquait Chapleau pour s'éloigner de ses lourdes responsabilités à Ottawa, DeCelles voyait assez juste, et ses inquiétudes n'étaient pas tout à fait dénuées de fondement. En effet, la situation du parti conservateur, non seulement à Québec, mais à Ottawa, commençait à donner des signes marqués de fléchissement. Aussi, DeCelles mettait-il Chapleau en garde contre le péril qui menaçait le parti, avant de lui analyser, en historien, les causes de sa décadence :

... Les amis de sir John... ne sont pas en odeur de sainteté auprès des Canadiens [français]. Ils ne se gênent pas pour dire que si sir John disparaissait, Blake serait leur homme... Les chefs de ces derniers (les orangistes) se sont conduits comme des imbéciles et, depuis le vote, ils ont déclaré qu'à l'avenir ils ne s'occuperaient plus des catholiques... J'ai hâte de te voir installé à Ottawa, le livre et la plume à la main... <sup>32</sup>.

Le déclin du parti conservateur, qui s'était manifesté dès la publication du *Programme catholique* par les "castors", en 1871, ne cessera plus, en effet, de s'accroître. La condamnation de Riel en 1885 sera son coup de grâce.

En effet, l'exécution de Riel, le 16 novembre 1885, avait créé une situation extrêmement pénible pour le parti conservateur, et plus particulièrement pour Chapleau, qui se trouvait, du fait de son origine ethnique, acculé à choisir entre sa loyauté envers le gouvernement dont il faisait partie et sa solidarité envers l'élément canadien-français, alors profondément agité. Dans une lettre ouverte aux Canadiens français, datée du 28 novembre 1885 <sup>33</sup>, et dans un discours à la Chambre

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> DeCelles à Chapleau, 15 mai 1883.

<sup>33</sup> A. de Bonnetterre, *op. cit.*, 483.

des communes, prononcé le 11 mars 1886<sup>34</sup>, en réponse au vibrant réquisitoire de Laurier contre le gouvernement de sir John, Chapleau avait longuement expliqué, en juriste consommé, les motifs qui avaient dicté sa conduite dans cette douloureuse affaire. On conçoit aisément qu'à l'époque, alors que les esprits étaient surchauffés de part et d'autre, cette attitude d'homme d'État pondéré eût de quoi jeter de la consternation dans les rangs des Canadiens français, qui n'attendaient qu'un mot de Chapleau pour se ranger en bloc avec lui contre le reste du pays. Robert Rumilly a écrit que Chapleau "ergotait", et qu'au lieu de dresser un "plaidoyer", c'est un "réquisitoire" qu'il avait dressé contre Riel<sup>35</sup>. C'est là, à mon sens, céder à un subjectivisme émotif qui détonne chez un historien. Chapleau, homme d'honneur et soucieux avant tout d'épargner une crise raciale qu'il estimait devoir être fatale aux Canadiens français, jugea qu'il était de son devoir de rester solidaire du gouvernement dont il faisait partie, malgré toutes les avances et supplications qui lui parvenaient de toutes parts, et qui devaient certes flatter sa vanité, plus que chatouilleuse, dit-on<sup>36</sup>. Au fond de son être, Chapleau devait assurément éprouver une extrême sympathie à l'égard du malheureux Riel, mais la raison d'État l'emporta sur ses affinités ethniques et sur sa vanité. Il savait fort bien qu'en agissant ainsi il sonnait le glas de son avenir politique. Aussi, avait-il mûrement réfléchi avant d'en arriver à cette décision. Voici ce que deux historiens canadiens-anglais ont écrit à ce propos :

... He [Chapleau] realized that a racial struggle in Canada would be disastrous for French Canadians, and his compatriots<sup>37</sup>.

Ce n'est pas que Chapleau fût dénué d'ambition. Au contraire, poursuivent ces deux historiens :

<sup>34</sup> *Débats de la Chambre des communes*, Ottawa, 11 mars 1886.

<sup>35</sup> Robert Rumilly, *op. cit.*, V : 47.

<sup>36</sup> A propos de la vanité de Chapleau, des détails typiques m'ont été fournis par M. Arthur Beauchesne, qui l'a connu dans l'intimité (voir note 28).

<sup>37</sup> H. Blair et John T. Saywell, "*Chapleau and the Conservative Party*", dans *Canadian Historical Review*, (mars 1956), XXXVII, n° 1 : 10.

He was an ambitious man . . . but in two national crisis, the execution of Riel and the Manitoba school question, he refused to seek personal power at the expense of the interests of his compatriots and the nation. His career illustrates the dilemma of a national politician representing a minority group <sup>38</sup>.

Cette dernière phase est capitale. Elle résume, en effet, la situation implacable dans laquelle se trouve, tôt ou tard, tout Canadien français au sein du gouvernement central. Nul n'y a échappé jusqu'ici, que nous sachions. C'est la rançon que doivent payer, comme l'observent ces deux auteurs, tous ceux qui représentent une minorité ethnique au sein d'une majorité. Chapleau n'a pu échapper à cette loi inexorable.

Pendant toute cette crise, que devenaient les relations épistolaires entre DeCelles et Chapleau ? Plus que ralenties, faut-il croire, car, du 17 janvier 1884 au 7 février 1888, on constate une longue interruption, à moins que des lettres aient été perdues. Aussi, conviendrait-il peut-être ici de recourir à une autre correspondance pour éclairer, par le dedans, l'attitude de Chapleau à l'égard de la condamnation de Riel. Le 12 novembre 1885, en pleine crise, Chapleau écrivait à son ami et ancien collègue, W. W. Lynch, la lettre que voici :

I have just thrown the lot in Riel's affair. In spite of all and many temptations, I have decided to uphold the law and the Crown. I much prefer staying at home with sense then to become a mob-being with sensation. I don't care about having the many with me, if I have the good testimony of my intelligence and conscience.

Tomorrow the storm will rage; I rely upon sunshine at another date.

I had thought of yielding to the temptation. There was more than one reason for it. I had so many personal spites to satisfy. I have if I succumb, I shall retire without grumbling, taking my retreat with dignity. "Peace with honour <sup>39</sup>".

<sup>38</sup> *Ibid.*, 22.

<sup>39</sup> Chapleau à Lynch, Archives publiques du Canada, Papiers Chapleau, 12 novembre 1885.

Puis, en réponse à Lynch qui lui avait aussitôt écrit de Québec, le 13 novembre, Chapleau poursuivait son plaidoyer "pro domo" dans cette autre lettre datée du 21 novembre 1885, dont il convient de citer de larges extraits :

The world is full of unexplainable wonders. Present chaos in our province is a terrible evidence of the proposition. The "savants" have not yet found what electricity is; they know it as a force and they use it, but where does it come from, where does it go ? Mystery.

An electric current is running through Quebec, the force of which is not known even to those who use it . . .

On the night of the 11<sup>th</sup> instant (the first night I spent sleepless since the 29<sup>th</sup> of October 1879) I felt the rising of the magnetic wave which has since carried everything before it in Quebec. At the dawn of the day on the 12<sup>th</sup> I had decided to give up the seat I had in the cabinet and follow the current, but suddenly I glanced in front of me, in the distance such a sight, tumult, fighting, bloodshed, misery and prostration, and a badman looking from the window of a prison and laughing, rubbing his hands and shouting incoherent words of malediction. I was horrified. I then read over my report and the conclusions, which amounted to a resignation with the assumption of the popular movement, and before I could sign it, my resolve was changed and I wrote to Sir John asking him to inform His Excellency that I was giving my assent to the decision of my colleagues on the question of the execution of Riel.

The sacrifice I have made, I hope, in my heart, will benefit my fellow countrymen. A Ministry is nothing compared to a national disaster. In the conflicting evolutions which we shall witness during the next few months, time will be sufficient for sensible men to pause and reflect. The fight for supremacy over the ruins of the present ministry will develop new issues; the heat of national passions will be changed for the fever for power, and

the result will be some political compromise which may send us to the cold shades of the opposition, but which will save us from a fratricide conflict.

... I do not mind stepping forward and attempt to speak now... In a few days I will do it..., would it cost me my political future...

I am satisfied I did my duty to my conscience and to my fellow men and I await the end of the trouble with perfect equanimity, as far as I am personally concerned <sup>40</sup>.

La crise ministérielle, politique et raciale qu'avait simultanément provoquée la condamnation de Riel avait en même temps scellé l'avenir politique de Chapleau. Il le savait parfaitement, comme en témoignent les lettres citées ci-dessus, encore qu'il n'imaginât sans doute pas qu'on irait jusqu'à le pendre en effigie en pleine campagne électorale.

La tempête plus ou moins apaisée, les deux amis reprenaient leur correspondance en 1888. Il sera désormais de plus en plus question, dans leurs lettres, du déclin marqué, voire de la chute imminente, du parti conservateur. DeCelles, pour sa part, parlera des travaux historiques qu'il écrit pour s'en consoler, et des petits potins de la vie sociale à Ottawa pour dérider son ami. Il s'improvisera aussi, à l'occasion, conseiller médical de Chapleau, qui est parfois un peu trop enclin, semble-t-il, à sacrifier au dieu Bacchus. "Tu n'as jamais suivi mes conseils, mais... bois du lait... Crois à ton vieux copain <sup>41</sup>". Pour ce qui est des petits potins de la vie politique et sociale à Ottawa, en voici un exemple :

... La session va son petit train-train, sans incident. Tu n'es pas ici pour faire un discours *disturbing*. Sir John, que Dansereau veut faire partir après la session, est en *excellent trim*. De l'aveu de tous les gens de l'opposition, son discours sur la réciprocité commerciale est le meilleur qu'il ait fait depuis trois ans. Il avait presque retrouvé sa voix

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, 21 novembre 1885.

<sup>41</sup> DeCelles à Chapleau, 27 février 1888.

d'antan et il a parlé avec la chaleur et l'énergie de son âge mûr. Son speech n'avait pas du tout l'air d'un *valedictory*. Tupper se révèle excellent *debater*. Il surprend agréablement. C... ne parle pas, mais fait beaucoup parler de lui; ses amours [passage illisible] sont le sujet de toutes sortes de cancan; je pense que ça lui fait tort. Il avait besoin de poser pour plus sérieux que nature et ces flirtations au contraire accentuent sa légèreté...<sup>42</sup>.

Chapleau, de son côté, se désintéressant de plus en plus des tracasseries de la politique canadienne, entreprenait un autre voyage en Europe. L'aspect boulevardier de sa nature semblait alors reprendre le dessus. Il passait de longues nuits blanches à jouer aux cartes<sup>43</sup>. DeCelles semblait regretter ce manque de sérieux chez son ami. Aussi, l'admonestait-il en ces termes :

... Tu as pris, je crois, des leçons de diplomatie en Europe, si toutefois tu en avais besoin. Tu t'es dit que pour se faire aimer, il fallait se faire désirer et tu as réussi. C'est effrayant comme les amis soupirent après ton retour! Lorsqu'on leur dit que tu ne viendras qu'après la session, ils sont tout à fait désolés. Si on leur annonce ton retour vers le 15 avril, ils sont tout à la joie... Je regretterai toute ma vie que tu n'aies pas été ici pour l'affaire des Jésuites... C'est le plus beau sujet que tu aurais pu traiter à tous les points de vue. Tu n'as jamais eu à la Chambre des communes l'occasion d'un tel succès. Tu te fiches pas mal de ça, dans les délices de Cannes, de Nice et de Monaco, sans compter la fièvre de la roulette qui a dû t'empoigner...<sup>44</sup>.

Dans cette même lettre d'admonestation, DeCelles passait ensuite aux mœurs parlementaires de l'Assemblée législative du Québec, qui lui paraissaient alors en pleine décadence :

Je n'ai pas le temps de te parler du Parlement de Québec. Les journaux t'auront renseigné sur ses agissements, mais ce qu'ils ne disent pas, c'est le manque absolu d'équité à la Chambre. Les députés

<sup>42</sup> *Ibid.*, 14 mars 1889.

<sup>43</sup> Détail confirmé par M. Arthur Beauchesne (voir notes 28 et 36).

<sup>44</sup> DeCelles à Chapleau, 14 mars 1889.

en sont arrivés à se tutoyer d'un côté à l'autre de la Chambre. Il arrive souvent que la moitié du Parlement titube vers les dix heures du soir. C'est à faire douter si nous sommes capables, — lorsque nous sommes seuls, — de nous servir du régime parlementaire...<sup>45</sup>.

Au début de 1892, Chapleau était de nouveau en voyage, cherchant toujours à oublier les amertumes que lui avait apportées sa vie publique, et à engourdir par le jeu et les plaisirs de la vie mondaine la maladie qui devait le terrasser prématurément quelques années plus tard. DeCelles n'en continuait pas moins à le tenir fidèlement au courant de tout :

... On n'entend parler que de gens courbaturés par la grippe. Presque tous mes amis en sont plus ou moins atteints. Parmi ceux qui en souffrent, on pourrait faire entrer les libéraux d'Ontario qui ont eu rudement de déveine depuis quelque temps. Tout ça, c'est un peu la faute à Mercier. Celui-ci est venu parler à Hull. Un individu joliment sceptique en politique m'a dit que lorsqu'il disait, répétant son boniment : "Si c'est ma place qu'ils veulent, si c'est mon salaire qu'ils désirent, je suis prêt à les leur donner mais qu'ils me laissent mon honneur", les bons électeurs sont restés froids. C'était trop fort... Il est bien drôle dans son rôle d'homme politique. C'est qu'il se prend au sérieux. C'est heureux qu'il se trouve au moins quelqu'un pour le gober... Sir Hector [Langevin] et l'oncle [ ? ] voient plus depuis que ce dernier lui a fait payer \$10,000 de billets qui traînaient depuis les élections de Charlevoix. A propos de C..., il en en a plein le dos de T..., ceci soit dit entre nous... C... est de retour, dit-on ; il est sous le coup d'une affaire de femme. On dit qu'il aurait mis à mal une jeune fille et que la jouvencelle en serait morte. Si c'est vrai, il pourrait bien en résulter la mort politique de C... Quelle sale tête il a ce bonhomme-là...<sup>46</sup>.

Dans cette même lettre, il est question pour la première fois au cours de cette correspondance de la grande étoile montante : Wilfrid Laurier :

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Ibid.*, 15 février 1892.

Laurier est rentré à Arthabaska. Il me fait l'effet d'un homme plus dégoûté que malade. C'est ce qui l'a fait renoncer à sa campagne d'Ontario où ça va mal pour lui. Il me semble que les électeurs doivent être joliment embêtés entre lui et Abbott. Celui-ci ne les empoigne point et Laurier, français [sic] et catholique, ne les attire guère. Entre ces deux pôles négatifs, la victoire reste aux plus actifs <sup>47</sup>.

Au lendemain de la mort de sir John Macdonald, en 1891, hésitant entre Tupper, sir John Thompson et sir Hector Langevin, le gouverneur général avait fait appel à J.C.C. Abbott pour assurer une sorte de gouvernement de transition. Chapleau, qui avait alors compté avancer d'un cran en obtenant un portefeuille plus reluisant que celui du secrétariat d'État, avait vu encore une fois ses espoirs déçus. En guise de consolation, cependant, un scandale de malversation ébranlait alors de fond en comble le ministère de son rival Mercier à Québec. Les conservateurs, tant au fédéral qu'au provincial, avaient alors peine à masquer leur exultation devant l'humiliante situation dans laquelle se trouvait le fier et fougueux Mercier. Aussi, se préparaient-ils à batailler ferme pour renverser les libéraux aux élections qui s'annonçaient pour le mois de mars 1892. À la veille même de ces élections, DeCelles écrivait à Chapleau :

... Beaugrand que j'ai vu hier me disait que Mercier est fou, et que le diabète va l'emporter d'ici six mois... J'espère pour l'honneur de notre pauvre province qu'il va rester sur le carreau avec ses vertueux amis. Autrement, nous Canadiens [français] n'aurons plus qu'à nous cacher et à crever de honte <sup>48</sup>.

Et, dès le lendemain de la débâcle libérale dans le Québec, DeCelles s'empressait d'écrire à Chapleau :

Il fallait non pas un coup de balai à Québec, mais un coup de torchon et il a été donné rude. Toi qui es toujours d'un pessimisme noir en politique

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> *Ibid.*, 8 mars 1892.

depuis quelques années, tu ne t'attendais pas à celle-là. Je m'attendais à tout ou à rien. J'ai remarqué que chez nous les revirements se font sous la forme de grandes vagues populaires qui emportent tout. Il faut trouver une idée générale, simple, facile à saisir et tout le monde la gobe... J'espère qu'à ton retour, tes collègues de Québec et toi, vous vous entendrez parfaitement et qu'on verra ce phénomène, — invisible depuis Cartier, — de trois ministres français [sic] capables de se comprendre et de s'entendre. Comme aurait dit Mousseau: soyez grands, nobles et généreux <sup>49</sup>.

Chapleau pouvait être, — et effectivement s'était maintes fois révélé, — grand, noble et généreux. Mais son rôle politique achevait. Son attitude, encore une fois courageuse, à l'égard de la question des écoles du Manitoba, ayant indisposé ses collègues du cabinet, on chercha nettement cette fois à l'évincer en lui faisant miroiter la retraite honorifique de Spencer Wood. Après un bref mandat comme ministre des Douanes, Chapleau acceptait le poste de lieutenant-gouverneur de la province de Québec, vers la fin de l'année 1892. Comme enterrement politique de première classe, on n'aurait certes rien pu trouver de mieux.

De son côté, DeCelles lui-même avait commencé également à se détacher de la politique pour s'adonner de plus en plus aux recherches historiques:

... Je me suis remis à mes chères études. N'aimant pas la pêche, me trouvant trop vieux jeu pour faire la belle jambe dans les salons de Pointe-au-Pic [où il passait alors ses vacances], que puis-je faire autre chose? D'autant plus que c'est ce que j'aime le mieux <sup>50</sup>.

À cette lettre, DeCelles avait annexé une demande d'un curé, laquelle relevait alors des attributions du ministre des Douanes. Voici la réponse intéressante et révélatrice que fit Chapleau à cette demande, et c'est en même temps la première lettre qui nous soit restée de sa correspondance avec DeCelles:

<sup>49</sup> *Ibid.*, 9 mars 1892.

<sup>50</sup> *Ibid.*, 16 juillet 1892.

Je te renvoie la lettre de ton curé de St-Alban. Sa prière n'est ni nouvelle ni acceptable; non pas qu'elle ne soit bonne, mais la vertu la moins appréciée aux Douanes, c'est la charité. Pour ne t'en donner qu'un exemple, je dois te dire que, malgré mes plus pressantes sollicitations, presque mes menaces, le Treasury Board d'abord, le Conseil ensuite, ont refusé de laisser entrer en franchise une caisse d'objets présentés par la charité française de Paris, à la maison de refuge des Français domiciliés à Montréal pour la plupart naturalisés citoyens du Canada. J'ai eu beau dire qu'en Russie même la douane n'aurait pas arrêté à la frontière la charité venant aider les souffrants de ce pays, et qu'il n'y avait qu'en notre Canada puritain que la charité étrangère, venant soulager la misère canadienne, était arrêtée au bureau du fisc et taxée comme un commerçant qui viendrait chercher l'or du pays, rien n'y fit! Il est vrai qu'on venait d'accorder la franchise en douane pour un assortiment de bouteilles, d'ustensiles et de balances que les pharmaciens de Brockville avaient importés des Etats-Unis pour faire un cadeau à l'hôpital de cette ville. La charité de ces messieurs leur valait au moins de la popularité parmi leurs concitoyens. Le Consulat Français à Montréal, qui avait été notifié de l'envoi fait à la maison de bienfaisance, a trouvé presque barbare le refus avec lequel on a accueilli sa demande. *Sic vos non vobis!*

Il est vrai que, par malheur, dans l'envoi de ces personnes généreuses de Paris, on avait dit que le cadeau devait servir à la *tombola* de la fête nationale du 14 juillet, *tombola* dont le profit sert à défrayer une partie des dépenses de l'institution de charité. Cette œuvre française est si bien appréciée que sir Donald Smith, sir Joseph Hickson, et les Galt, Drummond et autres se donnent la main chaque année pour leur offrir des contributions assez généreuses. Il n'y a, paraît-il, que le gouvernement qui ne donne pas. La politique nationale de protection va jusqu'à protéger la misère canadienne contre la charité étrangère. Toi qui as des loisirs, tu devrais bien envoyer une petite chronique à *La Presse* sur ce sujet. Tu n'as pas besoin de craindre

que ça paraisse une indiscretion, car j'ai informé officiellement l'Union Nationale Française et la Maison de refuge, de l'action *généreuse* du gouvernement. Je dois ajouter que j'ai tellement eu honte d'être obligé d'exiger des droits de ces gens charitables, que j'ai accompagné mon refus officiel d'une offrande personnelle de \$25.

Je voudrais être sessionnel à la Chambre des communes pour avoir le loisir, dans ces temps de canicules, d'aller flâner quelques jours avec toi pour dire du mal de l'humanité brillante qui maltraite si rudement la planète innocente sur laquelle nous vivons <sup>51</sup>.

On peut observer, par cette lettre, que Chapleau était revenu de bien des choses, et qu'il considérait désormais ses fonctions de ministre à Ottawa avec une espèce de résignation désabusée. D'ailleurs, son temps achevait, puisque dès la fin de 1892 il était nommé lieutenant-gouverneur à Québec. Dès le 16 janvier 1893, DeCelles lui écrivait: "On travaille ferme à la session. Ça me semblera singulier de ne pas t'y voir <sup>52</sup>".

Bien que Chapleau fût désormais, — du moins théoriquement, — à l'abri des querelles politiques, dans sa retraite dorée de Spencer Wood, les journaux n'en continuaient pas moins à ternir sa réputation, comme en fait foi cette lettre de DeCelles, en date du 14 mai 1893:

Que tu sois dans la politique ou en dehors, il faut que les journaux s'occupent de toi de temps à autre. Depuis quinze jours, le *Canard* nous sert des tartines dans lesquelles, sous prétexte de faire ton éloge, — bien faiblement, — il bat Ouimet et Caron en brèche. C'est très faible comme écriture, mais plein de perfidie et de mauvaises intentions. Ça se réduit à ceci: M. Chapleau s'était engagé, en son nom et en celui de ses collègues, à rendre justice aux catholiques du Manitoba. Mgr Taché a sa promesse. Ses collègues, les 2 sir John et Thompson ayant refusé de tenir leur parole, il s'en est allé. Tarte a pris texte de cette déclaration de Macdonald pour écrire des choses assez désagréables. J'attends la

---

<sup>51</sup> Chapleau à DeCelles, 23 juillet 1892.

<sup>52</sup> DeCelles à Chapleau, 16 janvier 1893.

fin des articles Macdonald pour écrire quelque chose dans *La Presse*. *La Minerve* et *Le Monde* se tiennent coi. Il est vrai qu'ils ne sont pas plus verbeux sur autres choses. Tassé a toujours peur de défendre Ouimet et Caron; il redoute, — ce qui n'est guère à craindre, — qu'ils prennent trop de force, car plus que jamais il se croit l'homme-appelé. C'est une grande erreur de confier la direction d'un journal à un homme qui vise un portefeuille de ministre, surtout lorsqu'il est doublé d'un égoïste. Il ne se croit pas obligé de défendre les chefs qui lui barrent la route.

Les ministres d'ici sont dans une inertie complète. Ouimet fait le dégoûté. Il a dîné chez moi l'autre jour et il disait: "Je ferai tout en mon pouvoir pour que nous enlevions les prochaines élections, mais si nous sommes battus, je m'en consolerais facilement et je dirai adieu à la politique." Un chef qui parle comme cela ne va pas à la victoire. Il faut de l'optimisme pour la galerie lorsqu'on commande.

Ils n'ont pas de journaux et ne font rien pour s'en procurer. Tu as peut-être vu que l'incorrigible Louison[ ? ] a accouché d'un autre projet. Il a fait publier par l'*Electeur* qu'il allait fonder un grand journal et qu'il m'en confierait la rédaction. Je l'ai remercié de l'honneur. Je n'irais qu'à un journal, *La Presse*, et qu'à une condition: qu'on me nomme au Sénat. Je n'en ai parlé à personne. Je ne suis pas pressé, même à ce prix <sup>53</sup>.

Dans cette même lettre, DeCelles exhortait Chapleau à écrire les mémoires de son temps, comme il le lui avait suggéré avant son départ pour Spencer Wood <sup>54</sup>.

<sup>53</sup> *Ibid.*, 14 mai 1893.

<sup>54</sup> *Ibid.*

(à suivre)

#### JACQUES GOUIN

*ex-lieutenant d'artillerie, diplômé en sciences politiques (Ottawa), correspondant canadien à la Revue d'Histoire de la 2e guerre mondiale (France), chef adjoint du Bureau des traductions et rédacteur de l'édition française du Journal de l'Armée canadienne, ministère de la Défense nationale, Ottawa.*